

Union certification

Everything you know about the certification process.

About Certification

Certification by the appropriate labour relations board gives the union the legal right to negotiate terms and conditions of employment on behalf of a specific unit of employees. To be certified, CAPE need only demonstrate that a majority of employees within a bargaining unit supports the union. Every labour jurisdiction is different in terms of how majority support is demonstrated. Bill C-4 – which was introduced by the Conservatives and expected to be repealed under Bill C-34 – introduced a compulsory secret ballot vote of the employees of the potential bargaining unit. C-34 is now before the Parliament; once it is granted royal assent, the secret ballot vote would no longer be necessary and all that would be needed to certify a bargaining unit is the demonstrated support of 50% + 1 of the membership.

What is the certification process?

The certification process starts with the union submitting an application for certification to the Public Service Labour Relations and Employment Board (PSLREB). The union indicates the scope of the proposed bargaining unit and submits membership applications demonstrating employee support for the union. The PSLREB will notify the employer that an application has been made. The employer will be asked to provide their opinion regarding the

proposed scope of the bargaining unit and to produce a list of employees. Once the PSLREB has defined which positions are included in the bargaining unit, it determines whether the union does indeed represent a majority of employees in that unit.

How does the labour board determine what constitutes a majority?

In most cases, the labour board only needs to compare signed membership application cards with employee lists to determine majority support. Under the current rules, the PSLREB would conduct a vote if the union has the support of over 40% of employees in a potential bargaining unit. This process is likely to change given the current government's proposed legislation. CAPE will keep you fully informed of any developments affecting the certification process.

Confidentiality of your membership

Your application for membership is strictly confidential. Only the CAPE representatives responsible for filing the certification application and the PSLREB officer assigned to the file can know who has applied for membership. Your employer is never informed of who has signed a membership application with us.

Canadian Association of Professional Employees

acep-cape.ca | facebook.com/acepcap | [@cape_acep](https://twitter.com/cape_acep) | 613-236-9181 | 1-800-265-9181

L'accréditation syndicale

Tout ce que vous devez savoir sur le processus d'accréditation.

À propos de l'accréditation

L'accréditation par la commission des relations de travail appropriée donne au syndicat le droit, en vertu de la loi, de négocier les conditions d'emploi au nom d'un groupe d'employés précis. Pour être accrédité, il suffit à l'ACEP de démontrer qu'une majorité d'employés au sein d'une unité de négociation appropriée appuient le syndicat. Dans chaque secteur de travail, on démontre de façon différente ce soutien majoritaire. En 2016, le projet de loi C-4 a imposé un scrutin secret obligatoire aux employés membres d'une unité de négociation potentielle. Le projet de loi C-34, qui vise à abroger ces mesures, est actuellement à l'étude au Sénat. Nous prévoyons que cette loi va recevoir la sanction royale, ce qui éliminera le scrutin secret et autorisera l'accréditation quand 50 % +1 membres de l'unité de négociation signent les demandes d'adhésion.

Qu'est-ce que le processus d'accréditation?

Le processus d'accréditation débute quand le syndicat soumet une demande d'accréditation à la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CRTEFP). Le syndicat précise la portée de l'unité de négociation proposée et soumet les demandes d'adhésion démontrant le soutien des employés envers le syndicat. La CRTEFP avisera l'employeur qu'une demande a été déposée. On demandera à celui-ci de donner son opinion à

propos de la portée proposée pour l'unité de négociation et de produire une liste d'employés. Une fois que la CRTEFP aura défini les postes qui sont inclus dans l'unité de négociation, elle déterminera si le syndicat représente bel et bien une majorité d'employés de cette unité.

Comment la Commission des relations de travail détermine-t-elle qu'il y a majorité?

Dans la plupart des cas, pour déterminer s'il y a soutien de la majorité, il suffit que la Commission compare les cartes de demande d'adhésion signées aux listes d'employés. En vertu des actuelles dispositions, la CRTEFP organiserait un scrutin si le syndicat bénéficie d'un soutien supérieur à 40 %. Cela va fort probablement changer, à la lumière de la loi à venir. L'ACEP vous tiendra pleinement informés de toute évolution du processus d'accréditation.

Confidentialité de votre adhésion

Votre demande d'adhésion est strictement confidentielle. Les représentants de l'ACEP chargés de déposer la demande d'accréditation et l'agent de la CRTEFP affecté au dossier savent qui a fait une demande d'adhésion. Ils ne peuvent pas communiquer cette information à qui que ce soit. **Votre employeur ne saura jamais qui a signé une demande d'adhésion à l'ACEP.**